

A Hayange, la nouvelle majorité FN se fissure

► Le maire est accusé de tout décider seul et de faire peser un climat de suspicion généralisée au sein de sa collectivité. Ses comptes de campagne pourraient aussi être irréguliers.

Cinq mois après son élection, le maire Front national de Hayange (Moselle), Fabien Engelmann est critiqué y compris dans son propre camp. La dernière accusation en date est portée par sa première adjointe, Marie Da Silva. Selon elle, il lui aurait demandé pendant la campagne de régler personnellement environ 3 000 € de factures qui n'apparaissent pas dans les comptes officiels. Le maire n'a pas souhaité répondre à nos questions mais, dans la presse locale, il nie en bloc, alors que la commission nationale des comptes de campagne n'a pas encore instruit ce dossier. Il n'avait toutefois pas attendu cette attaque pour limoger l'adjointe, le 26 août, pour, selon ses termes, « incompatibilité de raisonnement » et « difficulté à travailler en équipe ».

Le conseil municipal de ce soir doit entériner cette décision.

« Le FN défend l'intérêt des ouvriers. Lui mute les salariés de service en service sans attendre les commissions techniques paritaires, dénonce Marie Da Silva. Celle qui présidait le centre communal d'action sociale lui reproche de refuser « quasiment toutes les demandes d'aide individuelle. Si je ne m'y étais pas opposée, il aurait levé l'anonymat de ces dossiers ».

Le remplacement du festival de musique par une fête du cochon est dénoncé comme une nouvelle provocation.

Elle se désolé aussi qu'aucun audit financier n'ait encore été lancé, critique les priorités du maire sans toutefois regretter son engagement personnel. « Ce personnel n'a rien à voir avec le FN. Il se sert de cette étiquette pour faire cavalier seul. Il s'est sé-

paré de ses directeurs administratifs, financier et ressources humaines. » En réalité, certains agents ont quitté la collectivité d'eux-mêmes ou s'approprient à le faire. Mais, selon Hugues Miller, secrétaire général de la CGT-territoriaux de Hayange, cette « fuite de compétences » est due à un climat de suspicion généralisée. « Même les personnels de catégorie C subissent des pressions, on surveille leurs comptes Facebook et on leur rappelle sans cesse leur devoir de réserve », affirme-t-il. Un délégué de son syndicat est convoqué à un entretien préalable à une sanction disciplinaire, accusé d'abandon de poste pour avoir accompagné une salariée en entretien à l'issue de sa période d'essai.

Cette salariée n'est autre que la directrice générale des services, Elisabeth Calou-Lalesart, partie mi-août. Elle était pourtant du sérail, candidate FN malheureuse à Saint-Cyr-sur-Mer. « Fabien Engelmann est jeune. C'est difficile. Je ne le juge pas, mais j'ai de bonnes raisons de ne pas continuer », se contente-t-elle d'affirmer, avant de faire

référence à la publication récente dans la presse locale d'un témoignage anonyme d'un agent municipal, dénonçant le climat pesant. On est « en droit de se poser des questions » admet-elle.

« Ce type de remaniement se fait dans toutes les municipalités. Au FN, on préfère crever l'abcès tout de suite plutôt que de faire traîner un climat délétère », s'est pour sa part expliqué Fabien Engelmann. Dans la rue, les soutiens au maire sont d'ailleurs encore vifs, louant notamment la propreté revenue. Le comité de vigilance « Hayange plus belle ma ville » dénonce en revanche la dégradation des services aux habitants. Le conseil municipal de ce soir devrait ainsi voter la fin de la mise à disposition gratuite des salles aux associations, au-delà d'une journée par an. Le remplacement du traditionnel festival de musique de septembre par une fête du cochon est dénoncé comme une nouvelle provocation qui s'ajoute à celle d'avoir repeint en bleu-blanc-rouge les wagons de mineurs d'un rond-point de la ville.

ÉLISE DESCAMPS

Dans le Tarn, les opposants au barrage de Sivens persistent

► Des dizaines de militants tentent de s'opposer actuellement au début d'un chantier visant à créer une retenue d'eau sur la rivière Tescou. Les opposants au projet contestent l'utilité du projet et dénoncent la destruction d'une zone humide remarquable.

La forêt de Sivens, dans le Tarn, a encore été, hier, le théâtre de heurts entre des gendarmes mobiles et des opposants à un projet de barrage sur la rivière Tescou, près de la commune de Lisle-sur-Tarn. Les militants les plus acharnés occupent depuis octobre dernier le terrain pour tenter d'empêcher les travaux, qui ont commencé lundi par des opérations de déboisement. D'autres ont entamé une grève de la faim ou sont perchés sur des arbres.

Pour eux, ce secteur boisé est devenu une ZAD, une « zone à défendre » contre les tronçonneuses. « Toutes proportions gardées, c'est

vraiment comme à Notre-Dame-des-Landes, c'est le même type d'actions, commente Guillaume Cros, président du groupe EELV au conseil régional de Midi-Pyrénées, qui conteste lui-même l'aménagement en cours. Il n'y avait pas d'urgence à commencer les travaux, on aurait pu attendre la fin des recours juridiques lancés. »

Ce n'est pas l'avis du nouveau préfet du Tarn, Thierry Gentilhomme. « Il n'y a aucune ambiguïté pour moi, a-t-il déclaré lundi. Des décisions ont été rendues, le dossier a fait l'objet de toutes les procédures nécessaires, tout le monde a pu s'exprimer. Il n'y a pas de recours qui suspende le démarrage du chantier. Nous ne pouvons pas admettre de tels comportements de violences sur place. »

Ce projet, d'un coût estimé de 8,4 millions d'euros, est promu par le conseil général du Tarn, en partenariat avec son homologue de Tarn-et-Garonne. Il s'agit de réaliser une digue en terre et en

pièce de 13 mètres de haut pour créer une retenue d'eau de 41 hectares. Le réservoir de 1,5 million de mètres cubes servirait à maintenir l'étiage du Tescou, et donc son équilibre biologique, et à permettre aux agriculteurs de la vallée d'irriguer.

« Toutes proportions gardées, c'est vraiment comme à Notre-Dame-des-Landes, c'est le même type d'actions. »

Déjà évoquée à la fin des années 1980, l'idée de barrer l'affluent du Tarn a été relancée au cours des années 2000 et validée par la préfecture en octobre 2013. Cette validation a encore renforcé la détermination des anti-barrages, réunis en plusieurs collectifs. Ces derniers s'opposent à la destruction par ce futur barrage d'une zone humide « remarquable » de

13 hectares, dite « du Testet », à la faune particulièrement riche.

En réponse à ces critiques, les services de l'État décrivent « un projet environnemental exemplaire ». Des mesures compensatoires sont en effet prévues, avec la création de nouvelles zones humides sur 19,5 hectares et le déplacement d'espèces protégées. « Mais ce n'est pas satisfaisant, reprend Guillaume Cros. C'est comme si on rasait la cathédrale d'Albi pour reconstruire autour neuf chapelles. »

En 2013, le Conseil national de la protection de la nature, un organisme consultatif, a d'ailleurs émis deux avis défavorables au projet. Sur le fond, les opposants au barrage contestent l'utilité même de l'infrastructure, tout en dénonçant des calculs hydrographiques faux. Mais leur pourvoi a été rejeté en avril par le Conseil d'État, une décision ouvrant la voie, selon le conseil général du Tarn, au début des travaux.

PASCAL CHARRIER

ESSENTIEL

ENVIRONNEMENT Strasbourg, pionnière dans le traitement des eaux usées

La station d'épuration de Strasbourg injectera bientôt le biométhane qu'elle tire des eaux usées dans le réseau de gaz naturel. Ce projet pionnier en France est entré hier dans sa dernière ligne droite, avec la pose de la première pierre de l'unité où sera purifié le biogaz. La fermentation des boues d'épuration est un procédé de méthanisation classique mais la grande nouveauté du projet est d'en faire un biométhane de haute qualité. En juin, le ministère de l'Écologie avait estimé qu'au moins soixante stations d'épuration pourraient se doter à l'horizon 2020 de tels équipements.

JUSTICE

Les chauffards qui ont tué une Israélienne jugés en novembre

Les deux Français qui, en 2011, avaient renversé Lee Zeitouni à Tel Aviv, avant de prendre la fuite seront jugés le 27 novembre à la 10^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris. Le conducteur est accusé d'homicide involontaire aggravé par le non-respect d'un feu rouge et sa fuite et, comme le passager, de non-assistance à personne en danger.

SÉCURITÉ

Un quartier de Belfort privé de bus à cause des agressions

La circulation des bus a été interrompue jusqu'à nouvel ordre dans le quartier sensible des Résidences en raison de jets de projectiles sur des véhicules de transports en commun de la ville. La mesure se poursuivra « tant que notre matériel et notre personnel ne seront pas en sécurité », a déclaré à l'AFP un responsable du réseau qui a remplacé quinze vitres en dix jours.

PETITES ANNONCES

Vacances et loisirs	Divers
Locations saisonnières Venise. Dorsoduro, splendide app't, 2 chbres, salon, cuis., terr. plein sud, TV, internet, entre 975 et 1375 €/sem. Tel.: 06.85.90.34.17 ou www.venise-3772.com	Travaux Entreprise Familiale AAA CIMIANO (Sarj) à votre service pour tous travaux de: Peinture - Plomberie - Electricité - Carrelage - Maçonnerie intérieure. Salles de bains. Sols. Débaras. Remplacement de fenêtres. Paris et Île-de-France. Nombreuses références y compris en résidences-services et copropriétés. Délais travaux respectés. Prix compétitifs. Devis rapide et gratuit. M. Cimiano 06.28.56.47.87 ou 01.44.19.86.17 Site: 450.780.836.0004
Echanges et collections Antiquités ACHETABLEAUX ANCIENS ET MODERNES: Peintures, dessins, gravures, écoles françaises et étrangères: Russie, Pologne, Asie etc. Fonds d'ateliers: BEAUX LIVRES ANCIENS. Livres à planches: voyages, sciences, botanique, atlas, manuscrits, autographes, photographies, livres illustres modernes: DALI, CHAGALL, MRO... SARL HOFFENOT 06.80.06.54.24, 04.75.34.35.19 Déplacements: France et étranger	Autres Demeur. 5a, conservatoire nat. Paris, ch. famille d'accueil pour vie contre rémun. Tel.: 06.25.47.23.83.
Emploi Demandes (Rouen/59RP) D. de compagnie avec réti. et expéri. s'occupe de pers. fragilisées H ou F. Tél.: 07.80.3034.09 D. sérieuse, 60aine ch., garde enfants, trajets école et devoirs. Toulouse exclusivement. Tel.: 05.68.75.21.11.	Vous désirez vendre, acheter ou louer votre maison ou votre appartement. Pensez aux petites annonces de LA CROIX Boulevard Publicité, 13 rue Barbès 92128 Montrouge Cedex 01.74.31.16.18 Vous êtes un professionnel? Appelez Dominique Héaux Tél.: 01.74.31.64.18 dominique.heaux@hayaard-pub.com
Immobilier Location Demandes Lecteur La Croix cherche pr sa fille, étudiants, studio meublé, Paris rive gauche. Tél. 06.88.41.08.03	